

1ère Direction
4ème Bureau

Etablissements Dangereux
Insalubres ou Incommodes
de 2è classe

COPIE

Chaufferie urbaine de BOURGES

N: 243

A R R Ê T É

autorisant l'installation d'un
établissement classé

Pétitionnaire :

Sté Berruyère d'Exploitation de Chauffage
15, rue du Commerce, BOURGES
EC n° 3746

Chevalier
LE PREFET DU CHER, Officier de la Légion d'Honneur,
XXXXXXX

Vu en date du 29 avril 1968 la demande présentée par la Sté Berruyère d'Exploitation de chauffage, 15, rue du Commerce à Bourges en vue d'être autorisée à exploiter la chaufferie urbaine qui dessert la cité Bourges-Nord et un dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie constitué d'un réservoir aérien d'une contenance de 40 m³,

Vu les plans à l'appui,

Vu la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifiée par les lois des 20 avril 1932 et 21 novembre 1942, par l'ordonnance n° 58-881 du 24 septembre 1958, par le décret n° 58-1458 du 27 décembre 1958, la loi n° 61-842 du 2 août 1961 et le décret n° 64-303 du 1er avril 1964,

Vu le décret du 20 mai 1953 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dites lois, modifié par les décrets n° 58-451 du 15 avril 1958, n° 60-112 du 17 octobre 1960, n° 64-861 du 19 août 1964, n° 65-740 du 24 août 1965, n° 66-762 du 15 septembre 1966 et n° 67-964 du 24 octobre 1967,

Vu l'instruction de M. le Ministre du Commerce en date du 6 juin 1953, relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, en application de la loi du 19 décembre 1917 modifiée,

.../...

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé dans la commune de BOURGES du 20 mai 1968 inclus au 7 juin 1968 inclus, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 6 mai 1968,

Vu l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

ҮҮХХДӨН
 ҮНДЭС

Vu, en date du 25 juin 1968 l'avis de M. le
Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale,

Vu, en date du 1er août 1968 l'avis de M. le
Directeur départemental de l'Equipement,

Vu, en date du 9 août 1968 l'avis de M. l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Vu, en date du 9 septembre 1968 l'avis de M. le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi, Inspecteur des établissements classés au titre de l'inspection du travail d'une part, et au titre de l'inspection des établissements classés, d'autre part,

Vu, en date du 25 octobre 1968 l'avis émis par le
Conseil départemental d'Hygiène,

Considérant :

bustion

- que l'installation de com-dont il s'agit doit être rangé dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

- qu'aucune réclamation n'a été formulée au cours de l'enquête de comodo et incommodo visée ci-dessus,

.....

Article 1er - La Société Berruyère d'Exploitation de chauffage, 15, rue du Commerce à BEUVAIS, est autorisée à exploiter dans ladite ville, conformément à sa demande et aux plans annexés, la chaufferie urbaine qui dessert la cité BEUVAIS-BOIS, établissement comprenant une installation de combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustible supérieure à 3000 thermies.

Article 2 - La présente autorisation est accordée aux conditions suivantes :

I - En ce qui concerne l'installation de combustion -

1°) L'installation sera située et installée conformément à la demande et aux plans annexés,

Tout projet de modification de ces plans devra, avant sa réalisation faire l'objet d'une demande au préfet ;

A - le foyer

1°) La construction et les dimensions des foyers devront être prévues en fonction de la puissance calorifique nécessaire et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz, poussières ou vésicules indésirables,

2°) La collecte et l'évacuation des cendres et mâchefers se feront sans qu'il puisse en résulter d'émission de poussière ou de bruits gênants pour le voisinage.

B - Conduits d'évacuation des gaz de combustion

4°) Les conduits d'évacuation seront étanches afin d'éviter toutes infiltrations éventuelles de composés gazeux vers des locaux occupés par des tiers. Ils seront construits en matériaux suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur. En outre, leur hauteur, leur construction et leurs dimensions devront assurer un tirage convenable permettant une bonne combustion et une bonne diffusion des gaz de combustion dans l'atmosphère,

5°) La hauteur de la cheminée ou des cheminées sera telle que le voisinage ne soit pas incommodé par les dégagements de gaz ou de poussières,

6°) Pour permettre le contrôle des émissions de gaz et de fumées et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées ou conduits d'évacuation devront être pourvus d'un orifice obturable commodément accessible, situé dans une partie rectiligne de la cheminée à une distance du point d'introduction des gaz égale à huit fois au moins le diamètre ou le côté de ladite cheminée.

...

Appareils de filtration ou d'épuration des gaz combustibles

7°) Lorsque la localisation exceptionnelle, les conditions météorologiques, le mode de combustion ou la nature du combustible la rendent nécessaire, peut être exigée la mise en place, entre le foyer et la sortie des gaz de combustion, de toute installations efficaces pour la rétention des particules et vésicules ou des gaz nocifs.

8°) Dans la mesure où les appareils utiliseront de l'eau celle-ci devra être évacuée conformément aux prescriptions en vigueur concernant les rejets d'effluents des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

4 - Combustible et conduite de la combustion

9°) Indépendamment des mesures locales prises par arrêtés interministériels dans certaines régions, les combustibles à employer devront correspondre aux caractéristiques préconisées par le constructeur de l'installation. La conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toutes évacuations de gaz ou de poussières et de vésicules susceptibles de créer un danger ou une inconvénient pour le voisinage. Les résultats des contrôles et les mesures effectuées par l'exploitant ou par un service spécialisé seront consignés dans un cahier de fonctionnement de l'installation de combustion.

5 - Précautions contre le bruit

10°) La construction de l'ensemble de l'installation, foyer, brûleurs, appareils de filtrage ou d'épuration des gaz, moteurs, ventilateurs, etc., et son fonctionnement devront être tels qu'il ne puisse en résulter des bruits ou trépidations gênants pour le voisinage.

6 - Entretien

11°) L'entretien de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration. Un compte rendu d'entretien sera porté après chaque opération sur le cahier de fonctionnement de l'installation de combustion.

7 - Cahier de fonctionnement de l'installation de combustion

12°) Un cahier de fonctionnement de l'installation de combustion sera tenu par l'exploitant et mis à la disposition de l'inspecteur des établissements classés.

.....

Dans ce cahier seront consignés :

- les résultats des contrôles de la marche de la combustion,
- les comptes rendus d'entretien,
- les observations particulières.

NOTA - Le pouvoir calorifique inférieur des combustibles (chiffres approximatifs) est le suivant :

- anthracites maigres et demi-gras 7,7 th/kg
- agglomérés crus et défumés 7,5 -
- flambants gras 7,1 -
- coke, semi-coke, flambant sec 6,8 -
- fuel-oils (origine pétrole, toutes qualités). 10

II - En ce qui concerne le dépôt de liquides inflammables :

A - Emplacement

(1°) Le dépôt sera installé sur l'emplacement indiqué dans le plan annexé à la déclaration. Toute modification de l'installation devra faire l'objet d'un accord préalable de l'autorité préfectorale ;

(2°) Le dépôt sera installé en plein air. Son accès sera convenablement interdit à toute personne étrangère. S'il se trouve à moins de 5 mètres de bâtiments occupés ou habités, il en sera séparé par un mur plein, de hauteur minimale de 2 mètres en gros œuvre maçonné ou présentant une résistance au feu équivalente. Ce mur pourra être l'un des murs du dépôt.

(3°) Le sol du dépôt, imperméable, incombustible, forme une cuvette de capacité suffisante pour qu'en cas de rupture de la totalité des récipients, les liquides inflammables ne puissent pas s'écouler au dehors.

Si le dépôt est en plein air, la cuvette peut être formée en terre battue ; toutes dispositions seront prises pour pouvoir évacuer les eaux pluviales, sans qu'il y ait écoulement des liquides inflammables accidentellement répandus ;

(4°) Il est interdit de faire du feu et d'apporter des matières inflammables à proximité du dépôt.

(5°) L'éclairage artificiel se fera au moyen de lampes électriques à incandescence ; l'installation, faite suivant les règles de l'art, pourra être du type ordinaire. L'emploi de lampes dites "baladeuses" ou de lampes à pince ou suspendues aux fils conducteurs est interdit.

.....

.....

.....

3 - Réservoirs

18°) Le réservoir sera construit suivant les règles de l'art et devra présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels ; l'épaisseur de la tôle sera de 4 mm au moins.

La résistance du réservoir et son étanchéité seront vérifiées par un essai, soit à l'eau, soit au liquide lui-même, sous la pression de 0,5 hectopièze. Cet essai sera renouvelé toutes les fois qu'il sera fait une réparation susceptible d'intéresser l'étanchéité du réservoir. Chaque essai sera constaté par un procès-verbal signé de l'installateur et du permissionnaire. Ce procès-verbal sera transmis au préfet avant la mise en service du réservoir.

Un dispositif de purge et un départ de canalisation d'utilisation pourront exister à la partie inférieure du réservoir.

Le réservoir sera solidement ancré.

Toutes dispositions seront prises pour le protéger contre la corrosion.

19°) Le réservoir devra porter, en caractères bien lisibles, outre la désignation de la substance qui est contenue, l'inscription suivante : "liquides inflammables de la 2ème catégorie".

4 - Installation

20°) Un dispositif convenable devra permettre de se rendre compte du niveau du liquide dans le réservoir ; toutefois, les tubes de niveau en verre, directement en charge sur le réservoir, sont interdits.

Le jaugeage direct par règle graduée est autorisé, au moment du remplissage ; le bouchon du trou de jaugeage sera hermétiquement fermé en cours de l'opération de jaugeage.

21°) Le tube d'vent destiné à permettre l'évacuation de l'air expulsé au moment du remplissage aura une section en rapport avec celle du tuyau de remplissage et avec le débit maxime du liquide à l'orifice de ce tuyau, de manière à éviter tout danger de surpression à l'intérieur du réservoir.

Le tube aura une direction ascendante avec minimum de coudes, ceux-ci étant de grand rayon ; son extrémité débouche à l'air libre, à une hauteur suffisante et à une distance convenable des fenêtres des maisons d'habitation, de manière que les gaz refluant à la sortie ne puissent incommoder le voisinage ; les odeurs ; il devra se trouver à plus de 2 mètres de tout foyer. L'extrémité sera protégée contre la pluie.

.....

22°) Tous moteurs, de quelque type qu'ils soient et tous appareils, ventilateurs, machines, et auxiliaires, brûleurs, seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations ;

23°) Le dépôt de charbon de la chaufferie mixte devra être séparé du dépôt de fuel-oil par une cloison ininflammable dont la hauteur devra être adaptée à celle du charbon stocké.

3 - Alimentation d'une chaufferie ou d'une salle de moteurs

24°) La nourrice, les brûleurs ou le moteur seront en contre-haut du réservoir, sauf si l'installation comporte des dispositifs de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice explicative détaillée de ce dispositif sera adressée au projet en même temps que la déclaration.

25°) Il y a une nourrice d'alimentation, sa capacité est limitée à 200 litres.

Si le remplissage ne s'effectue pas par pompe à main, la nourrice sera munie d'un tuyau de tre - plein, de section égale au tube d'alimentation et descendant le liquide inflammable dans le réservoir.

La nourrice sera munie d'un tube évent. Le tuyau de tre - plein peut jouer ce rôle. Elle pourra supporter un tube de niveau, en matière résistant à la corrosion, aux onces, à la chaleur.

Les dispositions seront prises pour qu'en cas de fuite de la nourrice, le liquide stocké ne puisse s'écouler dehors vers les brûleurs.

26°) Il existera un dispositif d'arrêt d'écoulement de l'hydrocarbure vers la nourrice, vers les brûleurs ou vers les moteurs, monté sur la canalisation d'alimentation, possédant une commande à main placée en dehors de la chaufferie ou de la salle de moteurs. Une pancarte très visible indiquera le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'incident.

4 - Précautions contre l'incendie

27°) Le chauffage éventuel du liquide dans les réservoirs ou dans les nourrices ne peut être fait que par fluide chauffant, ininflammable ou par résistance électrique maintenue toujours immergée par un dispositif automatique approprié.

...

28°) Les moyens de secours contre l'incendie, en raison de l'importance du dépôt, seront installés et maintenus en état de fonctionnement.

En particulier, des caisses de sable maintenues à l'état sec avec pelles de projection et des extincteurs pour feux d'hydrocarbures seront placés en des endroits facilement accessibles, dans le dépôt et dans la chaufferie ou dans la salle des moteurs. L'emploi d'extincteurs susceptibles de dégager des vapeurs toxiques est interdit dans un bâtiment.

29°) Si le local contenant la scierie, les moteurs ou la chaufferie est en sous-sol, il sera desservi par une gaine de ventilation d'au moins 40 cm de côté ou de diamètre débouchant à l'extérieur au niveau du sol par une ouverture accessible, en cas de sinistre, au matériel des sapeurs-pompiers. Un soupirail pourra jouer ce rôle s'il réplit ces conditions.

L'accès à cette ouverture sera réalisé par un passage d'au moins 1,50 m de largeur, ne comportant pas de dénivellation par escalier ni de coudes brusques.

30°) Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des villes.

III - en ce qui concerne l'ensemble de l'établissement

31°) Les installations électriques seront conformes aux dispositions du décret du 14 novembre 1931.

32°) Seront strictement observées les prescriptions qui seront formulées sur place, lors de la visite des lieux, par les services de l'inspection départementale du service d'incendie.

33°) Le personnel disposera d'installations sanitaires conformes à celles prévues par le décret du 10 juillet 1933 modifié.

Article 3 - Indépendamment de ces prescriptions, l'Administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement toutes celles qui comporteraient l'intérêt général.

Article 4 - La cité sera tenue de se conformer aux prescriptions édictées par le livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

.....

Article 5 - L'extension des installations projetée devra être réalisée dans le délai de deux ans, sous peine de caducité de la présente autorisation.

Article 6 - La présente autorisation ne dispense pas de la demande de permis de construire prévue par l'article 34 du code de l'urbanisme et de l'habitation.

Article 7 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 - Un extrait de l'arrêté énumérant les conditions d'octroi de la présente autorisation et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la mairie à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera publié et affiché à la porte de la mairie et inséré par les soins du maire et aux frais du pétitionnaire dans un journal d'annonces légales du département.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et un exemplaire du journal contenant l'insertion seront adressés à la Préfecture, 1ère Direction, 1ème Bureau (Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation).

Article 9 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, M. le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi, Inspecteur des établissements classés, M. le Maire de Bourges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

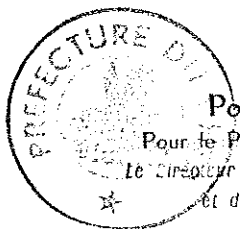
Bourges, le 26 NOV. 1968

M. LE PRÉFET,

POUR LE PRÉFET :

Le Secrétaire Général,

Signé : Francis BOOT



Pour amplification,

Pour le Préfet et par délégation :

Le Directeur de l'Administration Générale
et de la Réglementation,